

L'USINE NOUVELLE

A Blanquefort, l'usine Ford désormais menacée de fermeture

JULIE THOIN-BOUSQUIÉ NOUVELLE-AQUITAINE , L'USINE AUTO , EQUIPEMENTIERS , SOCIAL

PUBLIÉ LE 07/06/2018 À 13H28

L'ouverture "d'une information consultation sur un projet de fermeture" a été confirmée par la direction de Ford. Si aucun repreneur n'est trouvé, le site girondin pourrait donc fermer ses portes.



Ford a annoncé qu'il fermerait son usine de boîtes de vitesses à Blanquefort si aucun repreneur n'était trouvé. © Christian Hartmann

"Colère!". C'est ainsi que Philippe Poutou, ancien candidat à la présidence de la République et salarié de Ford Blanquefort (Gironde), a conclu un de ses tweets jeudi 7 juin. Une réaction à l'annonce de

l'ouverture "d'une information consultation sur un projet de fermeture" du site par la direction du constructeur américain, à l'occasion d'une réunion extraordinaire de son comité d'entreprise (CE) le matin même.



[Philippe Poutou](#)

✓ [@PhilippePoutou](#)

Annonce du jour, Ford lance un processus de fermeture de l'usine de Blanquefort dès fin juin (PSE). Ford manœuvre par étape depuis longtemps. L'Etat, le gouvernement, complices ou indifférents ont une grande part de responsabilité. Pas simple pour nous mais faut réagir. Colère !

[10:26 - 7 juin 2018](#)

Dans un communiqué, Ford précise que ce plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) "*comprend des mesures de redéploiement, de pré-retraite, ainsi que des mesures pour aider les salariés à rejoindre de nouveaux employeurs dans l'hypothèse où aucun repreneur ne serait trouvé et où la fermeture du site devrait être décidée en conséquence*".

Cette nouvelle annonce intervient après plusieurs mois d'incertitudes pour les 900 salariés de l'usine Ford AquitaineIndustries (FAI), spécialisée dans les boîtes de vitesses. Le 27 février, le fabricant de Detroit avait douché leurs espoirs de produire une nouvelle boîte automatique 8 vitesses, destinée à équiper les Ford compactes sur le Vieux Continent. Un choix ayant une conséquence majeure pour Blanquefort, puisque le site n'aura plus rien à produire après 2019.

LIRE >> Quel avenir pour l'usine Ford de Blanquefort?

En parallèle, l'accord-cadre signé en 2013 par la direction, et destiné à garantir un effectif de mille emplois, a expiré le 24 mai. Une échéance dont certains représentants syndicaux jugent qu'elle n'est pas sans lien avec le choix de la direction de Ford de se désengager de l'usine girondine.

L'ouverture du PSE "pas justifiée" selon Bercy

Dans le communiqué, Ford précise toutefois qu'"il n'y aura pas de départs contraints avant septembre 2019" et que les salariés "*en poste en septembre 2019 ne subiront aucune diminution de leur paye*".

jusqu'à la fin de l'année 2019". Une décision que le ministre de l'Economie indique "vivement regretter" dans un communiqué publié jeudi 7 juin, estimant qu'"à ce stade, une reprise de la totalité des salariés apparaît possible, et l'ouverture d'un PSE ne semble donc pas justifiée".

Car, à défaut de pouvoir retenir Ford sur son site, la voie d'un repreneur reste encore à explorer, rappelle le ministère de l'Economie dans son communiqué. Selon Ouest-France, le groupe belge Punch Powerglide, spécialisé dans la production de boîtes de vitesses et composants automobiles, serait sur la liste des potentiels repreneurs de Ford Blanquefort. Mais selon le journal, *"il faudrait que Ford, qui ne fait pas aujourd'hui partie de ses donneurs d'ordre, assure un volant important de commandes"* à ce repreneur pour que celui-ci soit capable d'assurer l'avenir de l'usine.

A ce propos, le groupe américain indique simplement que *"la priorité demeure la recherche d'un repreneur". "Nous fournirons nos meilleurs efforts afin de trouver une issue positive pour les salariés de FAI, indique Steven Armstrong, président de Ford Europe, dans le communiqué du groupe. Notre objectif est de nous assurer que tout repreneur potentiel présente un plan de reprise viable et tout autre accord devra permettre de concilier les intérêts de Ford, des salariés de FAI et du repreneur".*

C'est que Ford veut à tout prix éviter que ne se reproduise le scénario de 2009. A l'époque, le constructeur était déjà parvenu à céder son usine girondine à un groupe allemand, HZ Holding. Devenu First Aquitaine Industries, le site avait toutefois vu sa santé se dégrader... conduisant Ford, sous la pression des salariés et de l'Etat, à récupérer son bien dès 2011.